

18 présents, 5 absents dont 2 procurations.

0. PV du 8 septembre 2006

Adopté à l'unanimité.

1. Marché public – renouvellement du photocopieur

Le Maire informe de la nécessité de renouveler le matériel de photocopie installé à la mairie, dont le contrat de maintenance arrive à terme.

La commission d'avis d'offres propose de retenir le matériel référencé e-studio 2500C de l'agence Toshiba de Quimper pour un contrat comprenant l'acquisition du photocopieur pour 8 500 € HT, l'installation pour 150 €, un contrat d'assistance pour 179,40 € TTC par an, un coût annuel total de 694,80 € (pour le forfait maintenance noir et blanc) et un coût annuel total de 360 € (pour le forfait copies couleurs).

Après en avoir délibéré, le conseil municipal approuve à l'unanimité et autorise le Maire à signer le marché et prévoit la dépense.

2. Marché public – salle associative – choix du maître d'œuvre

Le Maire informe l'assemblée de l'avancée du projet de construction d'une salle associative au terrain de football. Les travaux étant évalués à 150 000 €, un avis d'appel d'offres a été lancé concernant la maîtrise d'œuvre. Le cabinet Le Goaziou de Pont l'Abbé a répondu en soumissionnant à 15 000 €, soit 10 % du coût des travaux.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, (19 pour, 1 abstention), autorise le Maire à signer le marché et prévoit la dépense.

3. Marchés publics – avenants

v Eglise St Démet – avenant entreprise DLB – lot 2, charpente et menuiserie

Le Maire rappelle le marché public passé pour l'église St Démet, notamment le lot n°2 charpente et menuiserie attribué à l'entreprise DLB pour un montant initial de 185 887 €.

Le Maire propose à l'assemblée de modifier la délibération du 7 juillet 2006, concernant l'avenant de l'entreprise DLB proposé pour un montant de 19 563,79 € puisque cet avenant n'avait pas été présenté à la commission d'appel d'offres au préalable comme le stipule le code des marchés, du fait de sa plus-value de 10,52%.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (20 pour) autorise le Maire à signer l'avenant et prévoit la dépense.

✓ Espace Pierre Trépos – avenant entreprise Péron – lot 5 métallerie

Le Maire rappelle le marché public passé pour l'espace Trépos, notamment le lot n°5 métallerie attribué à l'entreprise Péron pour un montant initial de 22741,27 € HT

Le Maire propose à l'assemblée de modifier la délibération du 8 septembre 2006, concernant l'avenant de l'entreprise Péron proposé pour un montant de 2 473,40 € puisque cet avenant n'avait pas été présenté à la commission d'appel d'offres au préalable comme le stipule le code des marchés, du fait de sa plus-value de 10,87%.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, (20 pour), autorise le Maire à signer l'avenant et prévoit la dépense.

4. Voirie communale

✓ Voirie communale – enquête publique

Le Maire expose la demande de monsieur Denis LE GOUILL habitant au lieu-dit Kerrerou, de devenir propriétaire à titre privé du chemin communal d'une longueur de 35 m, situé sur la parcelle 223, section ZA, traversant sa propriété.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, (20 pour) :

- approuve le projet
- autorise le Maire à lancer la procédure, décide d'ouvrir dans les délais minimaux légaux une enquête publique nécessaire au déclassement de la voirie
- décide de déléguer le dossier à la DDE.

✓ Dénomination de voie

Le Maire informe de la demande de monsieur et madame Brigant de dénommer la voie de la Trinité « allée des châtaigniers ». Une consultation a été au préalable effectuée auprès des autres riverains de cette voie et a recueilli leur consentement.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, (20 pour) :

- décide de dénommer la voie "allée des châtaigniers"
- autorise le Maire à informer les services du cadastre pour régulariser cette nouvelle appellation
- autorise le Maire à prendre toutes les décisions se rapportant à cette délibération.

5. Renouvellement du contrat enfance et contrat temps libre

Le Maire expose l'intérêt pour la commune de renouveler les contrats enfance et temps libre avec la caisse d'allocations familiales.

Le nouveau contrat dénommé désormais contrat "enfance et jeunesse" unifie les modalités de financements des précédents contrats et sera désormais centré sur la fonction accueil. Les communes pourront contractualiser pour des actions relevant du champ de la petite enfance (à 0 – 5 ans révolus) ou du champ de la jeunesse (6 – 17 ans révolus). Il aura une durée unique de 4 ans.

Le conseil municipal se déclare à l'unanimité favorable au principe du nouveau contrat enfance jeunesse tel que proposé.

6. marché public - Projet portage de repas – achat d'un véhicule

Le Maire informe de l'avancée du projet de portage de repas et indique qu'un appel d'offres a été lancé afin d'acquérir un véhicule pour le portage des repas.

La commission d'appel d'offres propose de retenir le véhicule Peugeot Partner 170C 90ch HDI pour 17 985 € HT auxquels s'ajoutent 450€ pour mise en service du véhicule.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, (20 pour), autorise le Maire à signer le marché et prévoit la dépense, déjà budgétée sur le budget primitif 2006.

7. Décision modificative n°1

Le Maire rappelle au conseil municipal le vote du budget le 5 avril 2006. Considérant que certains crédits inscrits au budget demeurent insuffisants, le Maire propose au conseil municipal de procéder aux modifications suivantes :

Section de fonctionnement :

Chapitre D011	article 60623	alimentation	+ 4 000 €
	article 63512	taxe foncière	- 5 000 €
Chapitre D012	article 6218	autre personnel extérieur	+ 10 000 €
	article 6411	personnel titulaire	- 30 000 €
	article 6413	personnel non titulaire	+ 22 000 €
Chapitre D65	article 65738	autres organismes divers	+ 6 500 €
Chapitre R70	article 70873	remb. de frais par le CCAS	+ 6 500 €
Chapitre R74	article 7474	participation communes	+ 1 000 €

Soit pour la section de fonctionnement,

en dépenses : 7 500 €

en recettes : 7 500 €

Le conseil municipal adopte à l'unanimité les propositions de décisions modificatives telles que présentées.

8. Médiathèque – nomination d'un régisseur

Le surcroît d'activité de la nouvelle médiathèque engendrant un flux d'argent du fait des inscriptions, il convient de nommer un régisseur pour la régie de recettes, mme Annie Le Goff ne souhaitant plus assurer ce rôle. Il est par conséquent proposé de désigner Mme Françoise Bourdon, agent du patrimoine, pour occuper les fonctions de régisseur.

Le conseil municipal adopte cette proposition à l'unanimité et autorise le Maire à prendre les mesures nécessaires.

9. Questions diverses

v Informations

- Arts et vie : la clôture de l'instruction est fixée au 14 novembre 2006.
- Banque alimentaire : action les 24 et 25 novembre 2006
- Travaux dans le bourg :
mise en place d'une rampe facilitant l'accès à la pharmacie pour les handicapés.
Eaux pluviales : études lancées par la DDE afin d'éviter l'accumulation d'eaux pluviales.